

RCS : LYON

Code greffe : 6901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1998 B 02208

Numéro SIREN : 419 683 818

Nom ou dénomination : IVECO FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 19/04/2022 sous le numéro de dépôt B2022/013095



Iveco France

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Iveco France

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société Iveco France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Iveco France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 16 mars 2022

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Christine Staub

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	11 405 437	7 842 373	3 563 065	3 834 762
Fonds commercial	10 807 574	553 390	10 254 184	10 254 184
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	9 172 860	2 859 091	6 313 768	6 337 456
Constructions	74 771 894	54 765 526	20 006 368	11 005 769
Installations techniques, matériel, outillage	140 064 302	118 591 720	21 472 582	15 318 336
Autres immobilisations corporelles	25 657 975	22 339 555	3 318 421	3 194 750
Immobilisations en cours	322 000		322 000	7 330 000
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	292 251 534	67 608 612	224 642 922	211 662 758
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	6 962 090	366 537	6 595 553	5 984 982
Autres immobilisations financières	1 170 005		1 170 005	1 139 239
ACTIF IMMOBILISE	572 585 671	274 926 804	297 658 868	263 269 317
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	15 897 242	3 509 866	12 387 376	13 093 825
En-cours de production de biens	12 613 195		12 613 195	14 800 006
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	104 228 873	55 824 548	48 404 325	32 153 237
Marchandises	137 710 097	25 167 557	112 542 540	134 500 366
Avances et acomptes versés sur commandes	92 612		92 612	4 626 071
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	78 220 424	97 543	78 122 881	109 852 195
Autres créances	576 533 610		576 533 610	443 597 020
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	55 227		55 227	135 238
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	432 406		432 406	843 968
ACTIF CIRCULANT	925 783 686	84 599 514	841 184 173	734 630 793
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	7 634		7 634	17 577
TOTAL GENERAL	1 498 376 991	359 526 317	1 138 850 674	997 917 687

Bilan - Passif

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 93 104 460)	93 104 460	93 104 460
Primes d'émission, de fusion, d'apport	3 744 485	3 744 485
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	9 285 613	9 285 613
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	297	297
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	2 842 813	21 085 267
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-5 844 797	-18 242 455
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	117 144	163 639
CAPITAUX PROPRES	103 250 013	105 148 491
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	27 363	27 363
AUTRES FONDS PROPRES	27 363	27 363
Provisions pour risques	155 143 778	155 972 063
Provisions pour charges	176 946 996	160 763 602
PROVISIONS	332 090 774	298 024 918
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	37 221	37 395
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	869 447	869 447
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	24 528 535	4 146 170
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	478 587 524	390 025 561
Dettes fiscales et sociales	77 983 041	68 373 566
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 219 574	1 901 932
Autres dettes	115 023 070	143 062 570
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	2 212 579	3 957 790
DETTES	703 460 991	594 711 664
Ecarts de conversion passif	21 532	5 251
TOTAL GENERAL	1 138 850 674	997 917 687

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises	1 540 005 811	69 737 019	1 609 742 830	1 215 389 741
Production vendue de biens	197 822 340	65 843 020	263 665 359	340 363 446
Production vendue de services	78 850 512	29 587 146	108 437 658	96 330 725
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 816 678 663	165 167 184	1 981 845 847	1 652 083 912
Production stockée			14 453 105	4 342 369
Production immobilisée			102 369	54 514
Subventions d'exploitation			164 431	229 022
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			335 845 753	298 920 905
Autres produits			3 325 170	3 384 442
PRODUITS D'EXPLOITATION			2 335 736 675	1 959 015 165
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 339 686 538	990 002 068
Variation de stock (marchandises)			39 036 992	20 959 536
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			200 769 477	241 802 932
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			3 316 012	6 125 629
Autres achats et charges externes			293 275 266	270 281 932
Impôts, taxes et versements assimilés			10 031 069	11 408 934
Salaires et traitements			78 553 792	74 966 116
Charges sociales			35 065 002	31 684 626
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			5 540 476	5 919 766
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			84 539 389	102 598 029
Dotations aux provisions			249 588 973	230 195 334
Autres charges			3 015 870	2 057 134
CHARGES D'EXPLOITATION			2 342 418 858	1 988 002 034
RESULTAT D'EXPLOITATION			-6 682 183	-28 986 869
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			24 202	30 091 489
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			11 990	57 880
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			14 955 758	891 080
Différences positives de change			81 694	409 560
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			15 073 644	31 450 009
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			1 968 251	11 027 763
Intérêts et charges assimilées			10 868 041	9 511 694
Différences négatives de change			52 348	578 473
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			12 888 639	21 117 930
RESULTAT FINANCIER			2 185 005	10 332 079
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-4 497 178	-18 654 790

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 233	24 620
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 550	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	12 685 492	10 262 232
PRODUITS EXCEPTIONNELS	12 690 275	10 286 852
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 465 913	3 048 751
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	330 901	275 900
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	11 414 742	8 308 247
CHARGES EXCEPTIONNELLES	17 211 556	11 632 898
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-4 521 281	-1 346 046
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-3 173 662	-1 758 381
TOTAL DES PRODUITS	2 363 500 593	2 000 752 026
TOTAL DES CHARGES	2 369 345 390	2 018 994 481
BENEFICE OU PERTE	-5 844 797	-18 242 455

Annexes

Présentation

IVECO France SAS

1 rue combats du 24 Août 1944
69200 Vénissieux

Exercice clos le : 31.12.2021

Durée : 12 Mois

Total du Bilan avant répartition : 1 138 850 674 €

Résultat : Perte : 5 844 797 €

Les notes indiquées ci - après , font partie integrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants de l'entreprise.

I - INFORMATIONS GENERALES

IVECO France S.A.S est la filiale française du Groupe CNH Industrial qui produit et distribue, en Europe notamment, et dans le monde entier , des autocars & autobus.

IVECO France S.A.S commercialise les véhicules industriels et pièces détachées de la gamme IVECO en France métropolitaine et dans les Départements et Territoires d'outre-mer. De plus, IVECO France S.A.S. produit des autobus et autocars dans son usine d'Annonay (Ardèche).

II - FAITS MARQUANTS

Suivant les décisions des associés en date du 30 avril 2021, l'apport partiel d'actif relatif à la branche complète et autonome d'activité commerciale de la société HEULIEZ BUS, recouvrant la gestion des contrats commerciaux et la gestion de la relation client sur l'ensemble du processus de ventes jusqu'à la gestion des problématiques de qualité produits, et comprenant les services « Administration des ventes et Communication », « Formation client », « Après-ventes (AMS) », « Pièces de rechange (Ventes, logistique et cycle de vie de la pièce de rechange) », et « Qualité produit/Garantie » a été réalisé au bénéfice de la société Iveco France.

La rémunération de l'apport partiel d'actif a été effectuée au moyen d'une augmentation de capital de notre Société intégralement réservée à la société HEULIEZ BUS, soit 49.666 actions d'une valeur nominale de 5 euros chacune.

L'opération génère des impacts tant sur le bilan que le résultat. Les éventuels impacts liés à cette opération APA, si significatifs seront explicités dans les sections concernées.

L'opération modifie les relations avec IVECO France. Celle-ci agit désormais en tant que société de production, la commercialisation étant désormais totalement gérée par les équipes d'IVECO France.

Suite à la scission du groupe CNH INDUSTRIAL a été signée le 31/12/2021 avec effet au 01/01/2022, les sociétés CNHI France, CNHI FS, Case NSO, Case Ile de France sont sortis rétroactivement du groupe fiscal à compter du 1er janvier 2021. Ces sorties n'ont entraîné aucun coût de "sortie" sur le plan

Présentation

fiscal, à l'exception de l'indemnisation de l'économie d'IS résultant des pertes fiscales de Case NSO pour un montant de 934k€. La convention d'intégration fiscale prévoyant que la tête du groupe fiscal indemnise les filiales déficitaires pour un montant égal à l'économie d'IS résultant du transfert de leurs pertes fiscales à la société mère lors de l'intégration fiscale.

La crise sanitaire a eu un impact positif sur l'activité, le chiffre d'affaires augmente d'environ 20% par rapport à 2020, la fois sur le marché des camions pour la vente des véhicules neufs ainsi que l'intégration des ventes d'Heuliez pour la partie Bus.

La crise a bénéficié à l'activité Véhicules Neufs dont le chiffre d'affaires a augmenté de 26%.

La société Iveco a eu recours au chômage partiel de Janvier à Décembre 2021 pour pallier au manque d'activité. La société a perçu une compensation de 918 K€ de l'Etat.

Règles et méthodes comptables

III - REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2021 ont été préparés sur la base des principes comptables généralement admis en France, en conformité avec les dispositions de l'art. 810-7 du PCG (modifié par le Règlement ANC 2019-02 du 7 juin 2019).

Aucun changement de méthode n'est intervenu durant l'exercice. Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- indépendance des exercices ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

A/ IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les marques et brevets, les éléments de fonds de commerce et les logiciels sont évalués à leur coût d'acquisition. L'amortissement des immobilisations incorporelles a été effectué de la façon suivante :

- les brevets sur 3 et 10 ans
- les logiciels sur 1 à 5 ans

Les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charge de l'exercice au cours duquel elles ont été supportées.

B/ IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des biens, utilisant le mode linéaire et dérogatoire selon les durées suivantes :

- | | |
|---|-------------|
| - Constructions | 20 à 40 ans |
| - Agencements et aménagements de constructions | 10 à 33 ans |
| - Installations techniques, matériels et outillages industriels | 10 à 25 ans |
| - Autres immobilisations corporelles | 4 à 10 ans |

Règles et méthodes comptables

Concernant les durées d'amortissement, les durées appliquées reflètent la durée d'utilisation du bien. Il est précisé que les immobilisations corporelles n'ont pas fait l'objet de réévaluation libre ou légale.

La valeur nette des immobilisations corporelles augmente de 8 302 milliers d'euros par rapport à l'exercice précédent.

C/ IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont composées des postes suivants :

- Participations
- Prêts et créances rattachées
- Autres immobilisations financières

1/ Participations

Les titres de participation sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Leur valeur au bilan est appréciée compte tenu des situations nettes comptables des sociétés. Si la situation nette de la filiale est inférieure à la valeur des titres de participation, une provision pour dépréciation des titres de participations est constatée.

En 2021, la valeur nette des participations augmente de 13 020 milliers d'euros.

Cette variation est liée principalement à :

- Apport titres HEULIEZ suite à l'Apport Partiel d'Actifs de 40 K€
- une diminution de la dépréciation des titres des sociétés: SDVI: 581 K€, IVECO EST: 1 890 K€, IVECO Participations de 12 467 K€ (ces reprises sont constatées eu égard à l'amélioration de la situation financière des filiales concernées, et leurs projections financières futures)
- dépréciation des titres des sociétés IVECO LVI: 1 090 K€, IVECO NORD: 868 K€

2/ Prêts, créances rattachées et autres Immobilisations Financières

Les prêts et autres immobilisations financières nettes augmentent de 644 milliers d'euros.

D/ ACTIF CIRCULANT

1/ Stocks

Les stocks et en-cours sont évalués au coût de revient ou à la valeur nette de réalisation si celle-ci

Règles et méthodes comptables

est inférieure. Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou au coût de production. Ce dernier incorpore les charges directes et indirectes de production ainsi qu'une quote-part des frais de structure liés à la fabrication.

Le coût de production ainsi obtenu ne comporte donc pas de frais de recherche et développement, de frais de siège, de frais commerciaux ou de frais financiers.

Les coûts de revient sont calculés selon une méthode proche de la méthode "Premier entré-premier sorti".

Des provisions pour dépréciation sont constituées en fonction de critères spécifiques en fonction de l'ancienneté des produits, de leur rotation ou de leur valeur nette de réalisation.

Les stocks nets ont augmenté de 10 930 milliers d'euros par rapport à fin 2020.

Un complément de provision sur stock sur l'affaire Civis Bologne de 5 millions d'Euros a été constituée pour porter la dépréciation à 100%.

2/ Créances : Clients, Autres créances et charges constatées d'avance

Les postes concernés sont reportés à leur valeur nominale, à l'exception des créances libellées en monnaies étrangères qui ont été évaluées sur la base du dernier cours de change précédant la clôture du bilan. Les différences résultant de cette évaluation ont été inscrites en écart de conversion actif et passif.

Les dépréciations liées aux créances douteuses ou litigieuses sont basées sur une évaluation du risque créance par créance, en fonction de la situation du débiteur et des éléments factuels tels que mise en redressement du client, relances écrites répétées, notification d'un litige.

Les créances brutes augmentent de 100 193 milliers d'euros principalement sur les comptes Groupe.

Dans le cadre du financement de son activité, la société a recours à des lignes de factoring, certaines de ces lignes sont sans recours, d'autres avec recours.

Toutes les cessions de créances, avec et sans recours donnent lieu à la constatation de la trésorerie reçue des factors et à la décomptabilisation des créances.

La valeur des créances cédées avec recours et non encaissées par les factors au 31 décembre est mentionnée dans les engagements hors bilan.

3/ Provisions pour dépréciation clients

Elles sont en diminution de 95 milliers d'euros par rapport à 2020.

Règles et méthodes comptables

E/ CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres diminuent de 1 898 milliers d'euros par rapport à fin 2020.

Les capitaux propres comprennent des provisions réglementées qui sont constituées conformément aux possibilités fiscales d'amortissements dérogatoires, c'est-à-dire de l'excédent des amortissements fiscaux sur les amortissements économiques.

La perte de l'exercice s'élève à 5 845 milliers d'euros.

Le capital social de 93 104 460 euros est constitué de 18 620 892 actions, toutes de même catégorie.

F/ PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit de tiers, sans contrepartie pour la société. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Les provisions pour risques et charges augmentent de 34 066 milliers d'euros.

- Provisions pour risques (155 144 milliers d'euros)
 - Les provisions pour litiges (4 109 milliers d'euros) consistent en une estimation des coûts probables résultant des procédures judiciaires engagées contre la Société.
 - La provision pour garantie (141 058 milliers d'euros) est constituée dans le but de couvrir la charge future se rapportant aux véhicules vendus jusqu'au 31/12/2021, sous garantie contractuelle ou faisant ponctuellement l'objet d'une extension de garantie sur les années suivantes ; l'évaluation tient compte de la neutralisation de la marge réalisée au moment de la vente des pièces détachées servant à la garantie.
 - La provision pour pénalités de retard (9 670 milliers d'euros) est constituée en fonction d'un calcul résultant de l'obligation contractuelle, et en tenant compte, par ailleurs, de l'état d'avancement des négociations. Les provisions ainsi constituées représentent la meilleure appréciation du risque existant à la clôture de l'exercice.
- Dans le cas où la marge sur la vente de véhicules reste supérieure aux montants des pénalités dues, rien n'est provisionné.
- La provision pour pertes de change (8 millier d'euros) couvre le risque de perte associé aux

Règles et méthodes comptables

écarts de conversion actifs résultant de la réévaluation des dettes et créances en devises.

- Provisions pour charges (176 947 milliers d'euros)

Sont comptabilisées en premier lieu, les provisions destinées à couvrir les engagements sociaux (42 351 milliers d'euros) :

- Avantages acquis par les retraités et retraités potentiels relatifs au maintien de la part patronale dans les coûts de la mutuelle complémentaire (1 046 milliers d'euros).
- Indemnités de départs en retraite (38 278 milliers d'euros).

Le coût des indemnités de départs à la retraite est pris en charge au fur et à mesure de l'acquisition des droits des salariés.

Le coût des engagements relatifs aux indemnités de départs à la retraite donne lieu à une provision issue d'un calcul actuariel basé sur les principaux paramètres suivants :

- Taux d'actualisation de 1,09 % sur l'activité Bus et 0,99% sur l'activité Trucks
- Inflation projetée de 1,90 % pour l'activité Bus et 1,90% sur l'activité Trucks

Les écarts actuariels et le coût des services passés sont constatés pour leur intégralité dans le compte de résultat de l'exercice.

- Médailles du travail (3 027 milliers d'euros). La médaille d'honneur du travail donne lieu au versement d'une prime liée à l'ancienneté du salarié. Le montant est fixé par la convention collective de la société. L'engagement correspondant donne lieu à une évaluation actuarielle et à la comptabilisation d'une provision.

Les autres provisions pour charges (134 596 milliers d'euros) comprennent principalement :

- Une provision pour risque d'engagements de rachat à terme (60 968 milliers d'euros) de véhicules d'occasion dans le cadre d'une location financière, d'un buy back, ou plus simplement dans le cadre d'une vente avec reprise.
- Une provision pour allègement des effectifs et décès (558 milliers d'euros).
- Une provision pour Opérations Aides à la Vente et Frais de Remise en Etat des véhicules d'occasion (19 547 milliers d'euros).
- Une provision pour risques sur les contrats de maintenance et réparations (42 062 milliers d'euros) destinée à couvrir les coûts probables de réparation sur les années restant à courir.
- Une provision Trade In et contributions Commerciales (9 004 milliers d'euros)

Règles et méthodes comptables

G/ DETTES

Les postes concernés sont reportés à leur valeur nominale à l'exception des dettes libellées en monnaies étrangères qui ont été évaluées sur la base du dernier cours de change précédant la clôture du bilan. Les conséquences résultant de cette évaluation ont été inscrites en écart de conversion actif et passif.

Les dettes (hors avances et acomptes sur commandes en cours) augmentent de 86 255 milliers d'euros s'analysant principalement en :

- Augmentation des dettes Fournisseurs de 96 678 milliers d'euros
- Diminution des dettes Groupe de 37 744 milliers d'euros
- Augmentation des autres dettes et PCA de 17 068 milliers d'euros
- Augmentation des dettes sociales et fiscales de 10 253 milliers d'euros

H/ CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires a augmenté de 329 762 milliers d'euros par rapport à l'exercice précédent.

Les ventes sont généralement comptabilisées au moment du transfert de propriété, les prestations au moment de leur exécution et les contrats d'entretien et réparation par redevance forfaitaire mensuelle.

Le chiffre d'affaires réalisé par contrats de vente, principalement pour l'activité autocars & autobus, est constaté au terme prévu par ce dernier (commande ou marché). Ce terme correspond en général soit à la livraison, soit à la réception technique réalisée par le client.

I/ ECARTS DE CHANGE ET DE CONVERSION

La conversion des créances et des dettes en devises est effectuée de la manière suivante :

- Conversion de l'ensemble des créances et dettes libellées en devises au taux en vigueur au 31 décembre ;
- Enregistrement des écarts par rapport aux valeurs d'origine dans les comptes d'écarts de conversion à l'actif et au passif du bilan ;
- constitution d'une provision pour risques de change pour les pertes latentes sur la base d'une position globale de change devise par devise,

Règles et méthodes comptables

échéance par échéance.

J/ RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel 2021 est négatif à hauteur de 4 521 milliers d'euro, le détail est présenté en annexe. Cela est principalement dû aux coûts des pénalités sur marchés.

K/ FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Ils s'élèvent à 4 602 milliers d'euros.

Un crédit d'impôt recherche a été comptabilisé sur 2021 au niveau du groupe fiscal intégré pour 832 milliers d'euros.

L/ COÛT RELATIFS A L'ENVIRONNEMENT

Les coûts de mise en conformité des installations avec les lois relatives à la protection de l'environnement qui se rapportent à l'exploitation sont soit passés en charges soit, si les critères le permettent, immobilisés.

Les dépenses qui se rapportent à une situation actuelle résultant d'opérations passées et qui ne contribuent pas à générer un revenu actuel ou futur ou bien une réduction des coûts sont passées directement en charges.

passif est comptabilisé lorsqu'une obligation de remise en état ou l'existence de coûts futurs à décaisser est probable et que le coût peut en être estimé raisonnablement sur la base d'études d'ingénieurs, de discussions avec les autorités en charge de l'environnement et que les zones et la nature des travaux à réaliser sont définis avec suffisamment de précision. Le coût final pour la société est fonction d'éléments hors de son contrôle tels que l'étendue et la nature des travaux déterminés par les autorités environnementales et de santé publiques, les nouvelles règles et lois en vigueur et les changements rapides de technologies ainsi que le résultat des différents litiges ou affaires en cours.

Au 31/12/2021, il n'y a pas de provision comptabilisée à ce titre dans les comptes de IVECO France S.A.S

Les comptes de la société IVECO France présentés ici tiennent compte de sa situation au regard de l'environnement et des obligations connues à la date de l'arrêté des comptes. Une provision est comptabilisée dans les comptes lorsqu'un risque a été identifié par les autorités environnementales, que celui-ci doit se traduire par des coûts futurs sans contrepartie et qu'il a pu faire l'objet d'un chiffrage raisonnable.

Au 31/12/2021, il n'y a pas de provision comptabilisée à ce titre dans les comptes de IVECO France S.A.S.

Règles et méthodes comptables

M/ ENGAGEMENTS

Les engagements hors bilan donnés pour 547 819 milliers d'euros concernent principalement les engagements de rachat à terme de véhicules d'occasion.

Les engagements hors bilan reçus pour 15 814 milliers d'euros sont afférents à des garanties (cautions, hypothèques) prises sur nos Concessionnaires.

Compléments d'information sur le Bilan

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 513 252		12 699 760
Terrains	9 162 599		10 261
Dont composants			
Constructions sur sol propre	49 110 827		1 559 497
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	15 521 752		2 702 486
Install. techniques, matériel et outillage ind.	131 182 039		8 691 333
Installations générales, agenc., aménag.	2 800 182		
Matériel de transport	13 135 342		671 161
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3 684 119		117 520
Emballages récupérables et divers	4 764 995		914 427
Immobilisations corporelles en cours	7 330 000		322 000
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	236 691 854		14 988 685
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	292 251 534		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	7 485 860		746 718
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	299 697 494		746 718
TOTAL GENERAL	545 902 600		28 435 163

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			22 213 011	
Terrains			9 172 860	
Constructions sur sol propre	-28 000		50 698 324	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.	-5 956 050	106 718	24 073 571	
Installations techn., matériel et outillages ind.	-1 045 156	854 226	140 064 302	
Installations générales, agencements divers		65 290	2 734 892	
Matériel de transport	-69 500	195 266	13 680 737	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		410 234	3 391 405	
Emballages récupérables et divers		-171 519	5 850 941	
Immobilisations corporelles en cours	7 330 000		322 000	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	231 294	1 460 215	249 989 031	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			292 251 534	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		100 483	8 132 095	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		100 483	300 383 629	
TOTAL GENERAL	231 294	1 560 698	572 585 671	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 120 206	275 557		8 395 763
Terrains	2 825 142	33 949		2 859 091
Constructions sur sol propre	41 055 145	1 028 301		42 083 446
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	12 571 665	152 200	41 785	12 682 080
Installations techniques, matériel et outillage industriels	115 918 523	3 309 836	636 639	118 591 720
Installations générales, agenc. et aménag. divers	1 150 036	78 425	65 290	1 163 171
Matériel de transport	12 575 647	265 919	176 898	12 664 669
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 200 023	158 330	395 585	2 962 769
Emballages récupérables, divers	3 916 682	237 959	44 412	4 110 229
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	193 212 864	5 264 919	1 360 608	197 117 175
TOTAL GENERAL	201 333 070	5 540 476	1 360 608	205 512 937

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre				23 254			-23 254
- sol autrui							
- installations				20 807			-20 807
Install. Tech.				1 164			-1 164
Install. Gén.	73			1 344			-1 271
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.	73			46 569			-46 495
Acquis. titre							
TOTAL	73			46 569			-46 495

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Immobilisations Financières

Participations	%	Début Exercice	Augmentations	Diminutions	Fin Exercice
SDVI	100,00	19 166 027			19 166 027
Dépréciation		(12 786 844)		(580 603)	(12 206 241)
IVECO EST	100,00	28 147 972			28 147 972
Dépréciation		(26 934 069)		(1 890 447)	(25 043 622)
FPT	97,14	71 346 557			71 346 557
Dépréciation					
IVECO LVI	100,00	20 560 297			20 560 297
Dépréciation		(18 820 602)	(1 089 698)		(19 910 300)
IVECO NORD	100,00	10 045 707			10 045 707
Dépréciation		(7 405 161)	(868 319)		(8 273 480)
IVECO PARTICIPATIONS SAS	100,00	19 267 702			19 267 702
Dépréciation		(12 467 131)		(12 467 131)	
IRISBUS BENELUX					
IVECO CZK REPUBLIC	98,84	121 502 402			121 502 402
SOTRA	39,80	2 174 970			2 174 970
Dépréciation		(2 174 970)			(2 174 970)
APA HEULIEZ	10,00	39 900			39 900
Dépréciation					
Brut		292 251 535			292 251 535
Dépréciation		(80 588 777)	(1 958 017)	(14 938 181)	(67 608 613)
Net		211 662 758	(1 958 017)	(14 938 181)	224 642 922
Prêts et Créances rattachées aux Participations					
Prêts /Créances stés liées					
-CNH Industrial Finance Europe					0
S/Total		0	0	0	0
Autres Prêts					
-Prêts au personnel		0	0	0	0
-Prêts Effort Construction		6 348 919	613 171		6 962 090
-Dépréciation pour actualisation		-363 937	-2 600		-366 537
S/Total		5 984 982	610 571	0	6 595 553
Autres Immobilisations Financières					
-Dépôts et Cautionnements		1 136 941	133 547	100 483	1 170 005
S/Total		1 136 941	133 547	100 483	1 170 005
Brut		299 737 394	746 718	100 483	300 383 630
Dépréciation		-80 952 714	-1 960 617	-14 938 181	-67 975 150
Net		218 784 680	-1 213 899	-14 837 698	232 408 480

Stocks

RUBRIQUES	2021	2020	Variat. 2021/2020
Matières premières			
Matières pour fabrication	13 380 130	16 363 558	(2 983 428)
Matières consommables	2 517 112	2 849 697	(332 585)
. Dépréciation	(3 509 866)	(6 119 429)	2 609 563
TOTAL I	12 387 376	13 093 826	(706 450)
Production en cours			
Bus et Autocars en cours de production	12 613 195	14 800 006	(2 186 811)
. Dépréciation			
TOTAL II	12 613 195	14 800 006	(2 186 811)
Produits Finis			
Véhicules neufs	104 228 873	87 588 958	16 639 915
. Dépréciation	(55 824 548)	(55 435 721)	(388 827)
TOTAL III	48 404 325	32 153 237	16 251 088
Marchandises			
Véhicules neufs	51 386 177	42 477 618	8 908 559
. Dépréciation	(1 134 197)	(505 138)	(629 059)
Véhicules D'occasion	44 949 212	72 867 536	(27 918 324)
. Dépréciation	(17 574 283)	(31 076 957)	13 502 674
Pièces de Rechange	41 374 708	40 484 928	889 780
. Dépréciation	(6 459 077)	(9 278 382)	2 819 305
Accessoires			
. Dépréciation			
TOTAL IV	112 542 540	114 969 605	(2 427 065)
Brut	270 449 407	277 432 301	-6 982 894
Dépréciation	-84 501 971	-102 415 627	17 913 656
Net	185 947 436	175 016 674	10 930 762

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	6 962 090	922 756	6 039 334
Autres immobilisations financières	1 170 005	225 704	944 302
Clients douteux ou litigieux	105 293		105 293
Autres créances clients	78 115 131	78 115 131	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	114 962	114 962	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	24 057 255	24 057 255	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	5 843 822	5 843 822	
Etat, autres collectivités : créances diverses	439 105	439 105	
Groupe et associés	537 650 970	537 650 970	
Débiteurs divers	8 427 496	8 427 496	
Charges constatées d'avance	432 406	432 406	
TOTAL GENERAL	663 318 534	656 229 606	7 088 929
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	746 718		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	100 483		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	37 221	37 221		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	896 810	857 447	27 363	12 000
Fournisseurs et comptes rattachés	478 587 524	478 587 524		
Personnel et comptes rattachés	20 706 637	20 706 637		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	12 679 643	12 679 643		
Etat : impôt sur les bénéfices	213 064	213 064		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	40 019 896	40 019 896		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	4 363 801	4 363 801		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 219 574	4 219 574		
Groupe et associés	53 461 880	53 461 880		
Autres dettes	61 561 190	61 561 190		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	2 212 579	2 212 579		
TOTAL GENERAL	678 959 819	678 920 456	27 363	12 000
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés	53 042 631			

Eléments concernant les
entreprises liées

Exprimé en €

Rubriques	Entreprises liées et Participations N	Entreprises liées et Participations N-1
ACTIF		
Participations	292 251 534	292 211 634
Créances clients ,comptes rattachés et autres créances	602 689 335	503 093 007
PASSIF		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés , Autres dettes	383 137 744	352 489 818

Provisions pour risques et charges

Exprimé en €

Rubriques	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
PROVISIONS POUR RISQUES					
Provisions litiges	3 995 552	938 500	480 650	344 395	4 109 007
Provisions pour pénalités	12 285 037	9 969 566	9 049 351	3 235 686	9 969 566
Provisions garanties	139 673 897	141 057 571	117 752 109	21 921 788	141 057 571
Provisions pour perte de change	17 577	7 634	17 577		7 634
Sous-total	155 972 063	151 973 271	127 299 687	25 501 869	155 143 779
PROVISIONS POUR CHARGES					
IDR	36 558 055	2 904 272	1 184 713	0	38 277 614
Gratifications	2 962 192	3 027 428	2 962 192	0	3 027 428
Mutuelles retraités	1 235 612	1 046 255	1 235 612	0	1 046 255
Maintenance	31 848 869	48 231 750	26 171 704	11 847 153	42 061 762
Licenciements	53 736	34 500	23 689	0	64 547
Décès	446 922	46 910	0	0	493 832
Delta Trade In	1 796 932	2 203 508	1 464 710	0	2 535 730
Contribution commerces finance	4 238 400	6 468 156	4 238 400	0	6 468 156
Buy Back	65 843 057	22 292 199	19 248 433	7 918 408	60 968 415
Free	6 454 274	4 226 947	-2 118 354	8 572 628	4 226 947
Matériels & Services gratuits	8 556 186	15 319 852	8 228 113	328 073	15 319 852
Autres risques	769 366	29 533	65 268	38 765	694 866
Network Developpement	0	1 761 593	0	0	1 761 593
Sous-total	160 763 602	107 592 902	62 704 481	28 705 027	176 946 997
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS					
Provisions immob.incorporelles	347 500	1 445 103	353 886		1 438 717
Provisions titres de participation	80 588 776	1 958 017	14 938 181		67 608 612
Provisions immob. financières	363 937	2 600	0		366 537
Provision des stocks	103 801 873	84 501 970	103 801 873		84 501 970
Provisions des clients	195 555	37 419	130 750	4 681	97 543
Sous-total	185 297 641	87 945 109	119 224 689	4 681	154 013 380
PROVISIONS REGLEMENTEES					
Amortissements dérogatoires	163 639	73	46 569		117 144
Sous-total	163 639	73	46 569		117 144
TOTAL	502 196 946	347 511 355	309 275 426	54 211 576	486 221 299
<i>Dont dotations et reprises</i>					
-de provision d'exploitation		334 128 362	284 869 863	50 975 890	
-de provision financières		1 968 251	14 955 758		
-de provision d'exceptionnelles		11 414 742	9 449 806	3 235 686	

Charges et produits constatés
d'avance

Exprimé en €

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	N	N-1
Charges d'exploitation	432 406	53 079
Charges financières		
TOTAL	432 406	53 079

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	N	N-1
Produits d'exploitation	2 212 579	0
Produits financiers		
TOTAL	2 212 579	

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer	N	N-1
DETTE FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	115 125 984	137 075 284
Fournisseurs - Factures non parvenues	115 125 984	137 075 284
DETTE SUR IMMOBILISATIONS	3 709 460	1 733 584
Fournisseurs d'immobilisations - Factures non parvenues	3 709 460	1 733 584
DETTE FISCALES ET SOCIALES	29 065 151	24 886 982
Provision congés payés	11 542 375	10 858 347
Personnel Autres charges à payer	8 912 376	6 628 889
Provision Charges sur congés payés	5 448 647	5 113 145
Organismes sociaux à payer	2 765 688	1 893 609
Provision taxes sur congés payés	266 017	258 419
Impôts et taxes à payer	130 047	134 573
AUTRES DETTES	57 367 966	48 634 514
Clients - Avoirs à établir	56 379 807	45 939 442
Charges à payer Groupe = intérêts	988 159	2 695 072
Trésorerie	0	0
Intérêts à payer		
TOTAL	205 268 561	212 330 364

Produits à recevoir	N	N-1
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	6 427 310	7 674 700
Clients - Factures à établir	6 427 310	7 674 700
AUTRES CREANCES	4 675 384	12 787 328
Etat -produits à recevoir	439 105	102 873
Fournisseurs - Avoirs à recevoir	4 236 278	12 684 455
Intérêts à recevoir		
TOTAL	11 102 694	20 462 028

Composition du capital social

Exprimé en €

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale	Montant du capital social
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice		
Actions ordinaires	18 620 892	49 666		5	93 104 460
Actions amorties					
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissements					
TOTAL	18 620 892	49 666	0	5	93 104 460

Détention du capital	Nombre total de personnes	Nombre total de part	% de détention
Nombre total de personnes morales	2	18 620 892	100,00%
Capital détenu par les personnes morales			
Nom	Pays		
New Business Netherlands Holdings BV : 49,54 %	Pays Bas		
IVECO Espagne : 50,19 %	Espagne		
Heuliez Bus SAS : 0,27%	France		

Variation des capitaux propres

Exprimé en €

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		105 148 491
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		105 148 491
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		248 330
Variations des primes (émission, fusion, apport)		3 744 485
Variations des écarts de réévaluation		
Variations de la réserve légale		
Variations des autres réserves		
Variations du report à nouveau	18 242 455	
Résultat de l'exercice N-1		18 242 455
Résultat de l'exercice N	5 844 797	
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées	46 495	
	SOLDE	1 898 478
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		103 250 014
Affectation du résultat 2020 selon décision collective des associées du 26/03/2021		

Compléments d'information sur le Compte de Résultat

Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total	Total	%
			31/12/2021	31/12/2020	
Véhicules Neufs	1 447 836 825	81 507 794	1 529 344 618	1 216 128 202	0,26 %
*dont groupe	31 472 202	73 248 582	104 720 783	131 454 467	
*dont tiers	1 416 364 623	8 259 212	1 424 623 835	1 084 673 735	
Pièces de Rechange	216 616 711	50 565 100	267 181 811	255 005 038	0,05 %
*dont groupe	390 193	45 892 235	46 282 428	63 936 105	
*dont tiers	216 226 519	4 672 865	220 899 383	191 068 933	
Véhicules d'Occasion	73 374 615	3 507 145	76 881 760	84 619 947	-0,09 %
*dont groupe		3 507 145	3 507 145	2 869 564	
*dont tiers	73 374 615		73 374 615	81 750 383	
Prestations de Services	78 850 512	29 587 146	108 437 658	96 330 725	0,13 %
*dont groupe	11 582 950	25 311 238	36 894 188	40 107 799	
*dont tiers	67 267 561	4 275 908	71 543 470	56 222 925	
TOTAL	1 816 678 663	165 167 184	1 981 845 847	1 652 083 912	0,20 %

Résultat exceptionnel

Exprimé en €

	CHARGES	PRODUITS
OPERATIONS DE GESTION		
Pénalités / Marchés	5 465 913	3 233
Sous total I	5465913	3233
DOTATIONS et REPRISES PROVISIONS		
Amortissements dérogatoires	73	46 569
Pénalités	9 969 566	12 285 037
Immobilisations corporelles	1 445 103	353 886
Buy Back		
Sous total II	11 414 742	12 685 492
OPERATIONS EN CAPITAL		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles	330 901	1 550
Sous total III	330 901	1 550
TOTAL GENERAL	17 211 556	12 690 275
RESULTAT EXCEPTIONNEL	4 521 281	0

Répartition de l'impôt sur les
bénéfices

Exprimé en €

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	(4 497 178)		(4 497 178)
Résultat exceptionnel	(4 521 281)		(4 521 281)
Participation des salariés			
IS Groupe Fiscal		1 073 727	(1 073 727)
IS des "Filles " intégration fiscale		(3 468 905)	3 468 905
Crédits d'impôts		(778 484)	778 484
RESULTAT COMPTABLE	(9 018 459)	(3 173 662)	(5 844 797)

Autres Informations

Situation fiscale

Exprimé en €

Rubriques	Montant de base
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementées (amortissements dérogatoires)	
Ecart de conversion (perte latente)	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Provisions pour dépréciations	58 640 384
Provisions pour risques et charges	159 266 141
Dettes sociales (charges comprises)	5 918 120
Dettes fiscales	3 068 246
Autres charges à payer	
Ecart de conversion (gains latents)	21 532
TOTAL ALLEGEMENTS	226 914 423
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	(226 914 423)
IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	
ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS	70 343 471

Le taux d'IS retenu pour le calcul de l'économie d'impôt est de 31 %

Exprimé en €

Engagements donnés	Montant hors bilan
Avals et cautions	22 168 703
Couverture de change :	
Autres	
Engagements de rachat de véhicules	525 325 190
Prêt effort construction 2019 exigible en fin 2020	325 451
TOTAL	547 819 344

Engagements reçus	Montant hors bilan
Avals et cautions	15 814 253
Hypothèques	
Couverture de change :	
Autres	
TOTAL	15 814 253

Effectif moyen

Effectifs	Salariés	Personnel mis à disposition
Cadres	482	5
Agent de maîtrise et employés	365	2
Ouvriers	1 016	79
TOTAL	1 863	86

(dont 37 salariés provenant du transfert Heuliez Bus vers Iveco)

liste filiales et participations

Exprimé en €

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid.encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
IVECO LVI	2 000 000	100,00%	20 560 297		60 103 488
	649 996		649 997	(1 120 503)	
SDVI	7 022 400	100,00%	19 166 027		129 985 226
	6 892 868		6 959 786	128 450	
IVECO EST	2 005 600	100,00%	28 147 972		63 961 327
	3 104 352		3 104 350	(677 069)	
IVECO NORD	2 045 701	100,00%	10 045 707		67 375 739
	1 772 227		1 772 227	(868 319)	
IVECO CZK Republic	41 716 635	98,84%	121 502 402		920 309 288
	666 638 639		121 502 402	90 944 847	
FPT	73 444 960	97,14%	71 346 557		538 972 817
	224 376 815		71 346 557	9 068 690	
IVECO Participations SAS	468 656	100,00%	19 267 702		
	21 184 776		19 267 702	15 280 569	
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
SOTRA		39,80%	2 174 969		

IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

Les comptes de la Société et de ses filiales sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de la Société suivante :
New Business Netherlands Holdings BV au Pays - Bas.

INTEGRATION FISCALE

Compte tenu de la nouvelle convention d'intégration fiscale, la société a comptabilisé au 31/12/2021 :

- un produit d'intégration fiscale sur les résultats 2021 des filiales bénéficiaires pour 4 339 milliers d'Euros
- une charge d'intégration fiscale sur les résultats 2021 des filiales déficitaires pour 870 milliers d'Euros.

Le résultat d'ensemble en 2021 étant Négatif, il n'y a pas d'impôt courant comptabilisé au 31/12/2021 .

SITUATION FISCALE DIFFEREE

Le résultat fiscal de l'exercice 2021 d'IVECO France est déficitaire.

REMUNERATION DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION

Les dirigeants d'IVECO France S.A.S n'ont perçu aucune rémunération en contrepartie de l'exercice de leurs mandats sociaux en 2021.

HONORAIRES DE CERTIFICATION DES COMPTES ANNUELS

Les honoraires de certification des comptes annuels 2021 provisionnés en charge au 31/12/2021 s'élèvent à 186 500 €.

TRANSACTIONS REALISEES AVEC LES PARTIES LIEES

Il n'y a pas de transaction conclue à des conditions hors de marché.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

La crise sanitaire liée au COVID-19 pourrait en 2022 engendrer un décalage dans les délais de livraisons pour les carnets de commandes de 2021 à cause de la pénurie des composants. Ces retards de livraison des véhicules neufs pourraient engendrer des pénalités de retard.

L'impact de ces évènements est difficilement estimable contenu de l'incertitude de la situation sanitaire.

La scission du Groupe CNH INDUSTRIAL le 1er Janvier 2022 va donner lieu à deux entités distinctes, l'une active sur le marché des véhicules « sur route » (« On-Highway ») et l'autre sur le marché des véhicules et machines « Hors Route » (« Off-Highway) et à la création de deux leaders mondiaux dans leurs secteurs respectifs.

IVECO FRANCE

Société par actions simplifiée au capital de 93.104.460 €
Siège social : 1, rue des Combats du 24 Août 1944, Porte E, 69200 VENISSIEUX
419 683 818 RCS LYON
(la « Société »)

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS
DU 24 MARS 2022**

L'an deux mille vingt-deux,
Le 24 mars,

Monsieur Stéphane ESPINASSE, agissant en qualité de Président de la société IVECO France, Société par Actions Simplifiée au capital de 93.104.460 euros, divisé en 18.620.892 actions, détenues par les sociétés :

- NEW BUSINESS NETHERLANDS HOLDING BV
25 Wanraaij 9
6673 DM Andelst
Pays Bas
- IVECO ESPANA SL
Av. Aragón 402
28.022 Madrid
ESPAGNE

Et

- HEULIEZ BUS
La Crénuère – Rorthais
79700 MAULEON
France

a, par le présent acte, formalisé ci-après les décisions suivantes prises par les Associés :

1/ Lecture du rapport de gestion relatif à l'exercice 2021 et présentation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2021,

2/ Lecture du rapport sur les comptes annuels du Commissaire aux Comptes,

3/ Vote des résolutions :

. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021, et quitus aux dirigeants,

. Affectation du résultat de l'exercice,



- . Approbation des conventions visées aux articles L.227-10 et suivants du Code de Commerce,
- . Renouvellement des membres du Conseil de Direction,
- . Renouvellement du commissariat aux comptes,
- . Pouvoirs à accomplir pour les formalités.

PREMIERE RESOLUTION

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport de gestion établi par le Président et le rapport sur les comptes annuels du Commissaire aux Comptes, approuvent les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 décembre 2021, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, ils donnent aux dirigeants quitus entier et sans réserve de leur gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

DEUXIEME RESOLUTION

Les Associés, approuvant la proposition du Président, et après avoir constaté que les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021, font apparaître une perte de - 5 844 797 euros, décident d'imputer le résultat comme suit :

- en totalité au compte report à nouveau : - 5 844 797 €

Nous vous rappelons qu'une distribution exceptionnelle de réserves au profit des associés de la société a été réalisée à hauteur d'un montant de 100 000 000,00€ le 20 décembre 2019. Aucun dividende n'a été distribué au cours des exercices 2020 et 2021.

TROISIEME RESOLUTION

Les Associés prennent acte de la convention de trésorerie consentie le 11 mars 2016 et qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2021 avec la Société Charolaise de Participations d'un montant maximum de 20.000.000 euros au taux EURIBOR 1M + 0,15 (en cas de taux EURIBOR 1M publié négatif qui rendrait le taux global négatif, la valeur plancher du taux appliqué sera de zéro) ;

le solde au 31 décembre 2021 de la dette de la Société Charolaise de Participations envers la société Iveco France s'élève à 16.880.293,87 €.



QUATRIEME RESOLUTION

Les Associés, après avoir pris connaissance de l'arrivée du terme du mandat en qualité de membre du Conseil de Direction de Madame Cristina CASTAGNA et de Monsieur Stéphane ESPINASSE, décide de le renouveler et ce, pour une durée de trois (3) ans, qui expirera à l'issue de la consultation des Associés à tenir en 2021 appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2020.

Ils ne percevront aucune rémunération pour l'exercice de ces fonctions, à l'exception des frais de mission, réception engagés pour le compte de la société et sur présentation de justificatifs.

CINQUIEME RESOLUTION

Les mandats des sociétés ERNST & YOUNG Audit, Commissaire aux Comptes titulaire, et AUDITEX, Commissaire aux Comptes suppléant arrivant à expiration, les Associés décident de renouveler :

la société de commissaires aux comptes ERNST & YOUNG AUDIT
Siège social : 1-2, place des Saisons Paris La Défense1, 92400 Courbevoie
N° d'identification : 344 366 315 RCS Nanterre
en qualité de commissaire aux comptes titulaire

la société de commissaires aux comptes AUDITEX
Siège social : 1-2, place des Saisons Paris La Défense1, 92400 Courbevoie
N° d'identification : 377 652 938 RCS Nanterre
en qualité de commissaire aux comptes suppléant

et ce, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à la consultation des Associés en 2028 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

SIXIEME RESOLUTION

Les Associés donnent tous pouvoirs au porteur d'un original, de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités et publications requises par la loi, afférentes aux décisions ci-dessus adoptées.

À cette fin et en date du 10 mars 2022, il a été mis à la disposition des Associés, l'ensemble des documents nécessaires à la prise de décision. Les Associés ont été priés de renvoyer leurs bulletins de vote au plus tard le 24 mars 2022.



Il ressort du dépouillement des bulletins parvenus dans le délai fixé que les résolutions ont été approuvées à l'unanimité. Par suite, il est constaté que ces résolutions sont régulières et définitives.

La copie de la lettre adressée aux Associés, ainsi que les réponses à cette lettre ont été annexées au présent procès-verbal, pour être classées dans les archives de la Société.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, lequel a été signé par le Président.



Le Président

Monsieur Stéphane ESPINASSE



Iveco France

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Iveco France

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société Iveco France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Iveco France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 16 mars 2022

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Christine Staub

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	11 405 437	7 842 373	3 563 065	3 834 762
Fonds commercial	10 807 574	553 390	10 254 184	10 254 184
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	9 172 860	2 859 091	6 313 768	6 337 456
Constructions	74 771 894	54 765 526	20 006 368	11 005 769
Installations techniques, matériel, outillage	140 064 302	118 591 720	21 472 582	15 318 336
Autres immobilisations corporelles	25 657 975	22 339 555	3 318 421	3 194 750
Immobilisations en cours	322 000		322 000	7 330 000
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	292 251 534	67 608 612	224 642 922	211 662 758
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	6 962 090	366 537	6 595 553	5 984 982
Autres immobilisations financières	1 170 005		1 170 005	1 139 239
ACTIF IMMOBILISE	572 585 671	274 926 804	297 658 868	263 269 317
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	15 897 242	3 509 866	12 387 376	13 093 825
En-cours de production de biens	12 613 195		12 613 195	14 800 006
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	104 228 873	55 824 548	48 404 325	32 153 237
Marchandises	137 710 097	25 167 557	112 542 540	134 500 366
Avances et acomptes versés sur commandes	92 612		92 612	4 626 071
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	78 220 424	97 543	78 122 881	109 852 195
Autres créances	576 533 610		576 533 610	443 597 020
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	55 227		55 227	135 238
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	432 406		432 406	843 968
ACTIF CIRCULANT	925 783 686	84 599 514	841 184 173	734 630 793
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	7 634		7 634	17 577
TOTAL GENERAL	1 498 376 991	359 526 317	1 138 850 674	997 917 687

Bilan - Passif

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 93 104 460)	93 104 460	93 104 460
Primes d'émission, de fusion, d'apport	3 744 485	3 744 485
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	9 285 613	9 285 613
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	297	297
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	2 842 813	21 085 267
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-5 844 797	-18 242 455
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	117 144	163 639
CAPITAUX PROPRES	103 250 013	105 148 491
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	27 363	27 363
AUTRES FONDS PROPRES	27 363	27 363
Provisions pour risques	155 143 778	155 972 063
Provisions pour charges	176 946 996	160 763 602
PROVISIONS	332 090 774	298 024 918
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	37 221	37 395
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	869 447	869 447
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	24 528 535	4 146 170
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	478 587 524	390 025 561
Dettes fiscales et sociales	77 983 041	68 373 566
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 219 574	1 901 932
Autres dettes	115 023 070	143 062 570
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	2 212 579	3 957 790
DETTES	703 460 991	594 711 664
Ecarts de conversion passif	21 532	5 251
TOTAL GENERAL	1 138 850 674	997 917 687

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises	1 540 005 811	69 737 019	1 609 742 830	1 215 389 741
Production vendue de biens	197 822 340	65 843 020	263 665 359	340 363 446
Production vendue de services	78 850 512	29 587 146	108 437 658	96 330 725
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 816 678 663	165 167 184	1 981 845 847	1 652 083 912
Production stockée			14 453 105	4 342 369
Production immobilisée			102 369	54 514
Subventions d'exploitation			164 431	229 022
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			335 845 753	298 920 905
Autres produits			3 325 170	3 384 442
PRODUITS D'EXPLOITATION			2 335 736 675	1 959 015 165
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 339 686 538	990 002 068
Variation de stock (marchandises)			39 036 992	20 959 536
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			200 769 477	241 802 932
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			3 316 012	6 125 629
Autres achats et charges externes			293 275 266	270 281 932
Impôts, taxes et versements assimilés			10 031 069	11 408 934
Salaires et traitements			78 553 792	74 966 116
Charges sociales			35 065 002	31 684 626
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			5 540 476	5 919 766
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			84 539 389	102 598 029
Dotations aux provisions			249 588 973	230 195 334
Autres charges			3 015 870	2 057 134
CHARGES D'EXPLOITATION			2 342 418 858	1 988 002 034
RESULTAT D'EXPLOITATION			-6 682 183	-28 986 869
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			24 202	30 091 489
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			11 990	57 880
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			14 955 758	891 080
Différences positives de change			81 694	409 560
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			15 073 644	31 450 009
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			1 968 251	11 027 763
Intérêts et charges assimilées			10 868 041	9 511 694
Différences négatives de change			52 348	578 473
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			12 888 639	21 117 930
RESULTAT FINANCIER			2 185 005	10 332 079
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-4 497 178	-18 654 790

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 233	24 620
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 550	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	12 685 492	10 262 232
PRODUITS EXCEPTIONNELS	12 690 275	10 286 852
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 465 913	3 048 751
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	330 901	275 900
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	11 414 742	8 308 247
CHARGES EXCEPTIONNELLES	17 211 556	11 632 898
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-4 521 281	-1 346 046
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-3 173 662	-1 758 381
TOTAL DES PRODUITS	2 363 500 593	2 000 752 026
TOTAL DES CHARGES	2 369 345 390	2 018 994 481
BENEFICE OU PERTE	-5 844 797	-18 242 455

Annexes

Présentation

IVECO France SAS

1 rue combats du 24 Août 1944
69200 Vénissieux

Exercice clos le : 31.12.2021

Durée : 12 Mois

Total du Bilan avant répartition : 1 138 850 674 €

Résultat : Perte : 5 844 797 €

Les notes indiquées ci - après , font partie integrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants de l'entreprise.

I - INFORMATIONS GENERALES

IVECO France S.A.S est la filiale française du Groupe CNH Industrial qui produit et distribue, en Europe notamment, et dans le monde entier , des autocars & autobus.

IVECO France S.A.S commercialise les véhicules industriels et pièces détachées de la gamme IVECO en France métropolitaine et dans les Départements et Territoires d'outre-mer. De plus, IVECO France S.A.S. produit des autobus et autocars dans son usine d'Annonay (Ardèche).

II - FAITS MARQUANTS

Suivant les décisions des associés en date du 30 avril 2021, l'apport partiel d'actif relatif à la branche complète et autonome d'activité commerciale de la société HEULIEZ BUS, recouvrant la gestion des contrats commerciaux et la gestion de la relation client sur l'ensemble du processus de ventes jusqu'à la gestion des problématiques de qualité produits, et comprenant les services « Administration des ventes et Communication », « Formation client », « Après-ventes (AMS) », « Pièces de rechange (Ventes, logistique et cycle de vie de la pièce de rechange) », et « Qualité produit/Garantie » a été réalisé au bénéfice de la société Iveco France.

La rémunération de l'apport partiel d'actif a été effectuée au moyen d'une augmentation de capital de notre Société intégralement réservée à la société HEULIEZ BUS, soit 49.666 actions d'une valeur nominale de 5 euros chacune.

L'opération génère des impacts tant sur le bilan que le résultat. Les éventuels impacts liés à cette opération APA, si significatifs seront explicités dans les sections concernées.

L'opération modifie les relations avec IVECO France. Celle-ci agit désormais en tant que société de production, la commercialisation étant désormais totalement gérée par les équipes d'IVECO France.

Suite à la scission du groupe CNH INDUSTRIAL a été signée le 31/12/2021 avec effet au 01/01/2022, les sociétés CNHI France, CNHI FS, Case NSO, Case Ile de France sont sortis rétroactivement du groupe fiscal à compter du 1er janvier 2021. Ces sorties n'ont entraîné aucun coût de "sortie" sur le plan

Présentation

fiscal, à l'exception de l'indemnisation de l'économie d'IS résultant des pertes fiscales de Case NSO pour un montant de 934k€. La convention d'intégration fiscale prévoyant que la tête du groupe fiscal indemnise les filiales déficitaires pour un montant égal à l'économie d'IS résultant du transfert de leurs pertes fiscales à la société mère lors de l'intégration fiscale.

La crise sanitaire a eu un impact positif sur l'activité, le chiffre d'affaires augmente d'environ 20% par rapport à 2020, la fois sur le marché des camions pour la vente des véhicules neufs ainsi que l'intégration des ventes d'Heuliez pour la partie Bus.

La crise a bénéficié à l'activité Véhicules Neufs dont le chiffre d'affaires a augmenté de 26%.

La société Iveco a eu recours au chômage partiel de Janvier à Décembre 2021 pour pallier au manque d'activité. La société a perçu une compensation de 918 K€ de l'Etat.

Règles et méthodes comptables

III - REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2021 ont été préparés sur la base des principes comptables généralement admis en France, en conformité avec les dispositions de l'art. 810-7 du PCG (modifié par le Règlement ANC 2019-02 du 7 juin 2019).

Aucun changement de méthode n'est intervenu durant l'exercice. Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- indépendance des exercices ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

A/ IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les marques et brevets, les éléments de fonds de commerce et les logiciels sont évalués à leur coût d'acquisition. L'amortissement des immobilisations incorporelles a été effectué de la façon suivante :

- les brevets sur 3 et 10 ans
- les logiciels sur 1 à 5 ans

Les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charge de l'exercice au cours duquel elles ont été supportées.

B/ IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des biens, utilisant le mode linéaire et dérogatoire selon les durées suivantes :

- | | |
|---|-------------|
| - Constructions | 20 à 40 ans |
| - Agencements et aménagements de constructions | 10 à 33 ans |
| - Installations techniques, matériels et outillages industriels | 10 à 25 ans |
| - Autres immobilisations corporelles | 4 à 10 ans |

Règles et méthodes comptables

Concernant les durées d'amortissement, les durées appliquées reflètent la durée d'utilisation du bien. Il est précisé que les immobilisations corporelles n'ont pas fait l'objet de réévaluation libre ou légale.

La valeur nette des immobilisations corporelles augmente de 8 302 milliers d'euros par rapport à l'exercice précédent.

C/ IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont composées des postes suivants :

- Participations
- Prêts et créances rattachées
- Autres immobilisations financières

1/ Participations

Les titres de participation sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Leur valeur au bilan est appréciée compte tenu des situations nettes comptables des sociétés. Si la situation nette de la filiale est inférieure à la valeur des titres de participation, une provision pour dépréciation des titres de participations est constatée.

En 2021, la valeur nette des participations augmente de 13 020 milliers d'euros.

Cette variation est liée principalement à :

- Apport titres HEULIEZ suite à l'Apport Partiel d'Actifs de 40 K€
- une diminution de la dépréciation des titres des sociétés: SDVI: 581 K€, IVECO EST: 1 890 K€, IVECO Participations de 12 467 K€ (ces reprises sont constatées eu égard à l'amélioration de la situation financière des filiales concernées, et leurs projections financières futures)
- dépréciation des titres des sociétés IVECO LVI: 1 090 K€, IVECO NORD: 868 K€

2/ Prêts, créances rattachées et autres Immobilisations Financières

Les prêts et autres immobilisations financières nettes augmentent de 644 milliers d'euros.

D/ ACTIF CIRCULANT

1/ Stocks

Les stocks et en-cours sont évalués au coût de revient ou à la valeur nette de réalisation si celle-ci

Règles et méthodes comptables

est inférieure. Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou au coût de production. Ce dernier incorpore les charges directes et indirectes de production ainsi qu'une quote-part des frais de structure liés à la fabrication.

Le coût de production ainsi obtenu ne comporte donc pas de frais de recherche et développement, de frais de siège, de frais commerciaux ou de frais financiers.

Les coûts de revient sont calculés selon une méthode proche de la méthode "Premier entré-premier sorti".

Des provisions pour dépréciation sont constituées en fonction de critères spécifiques en fonction de l'ancienneté des produits, de leur rotation ou de leur valeur nette de réalisation.

Les stocks nets ont augmenté de 10 930 milliers d'euros par rapport à fin 2020.

Un complément de provision sur stock sur l'affaire Civis Bologne de 5 millions d'Euros a été constituée pour porter la dépréciation à 100%.

2/ Créances : Clients, Autres créances et charges constatées d'avance

Les postes concernés sont reportés à leur valeur nominale, à l'exception des créances libellées en monnaies étrangères qui ont été évaluées sur la base du dernier cours de change précédant la clôture du bilan. Les différences résultant de cette évaluation ont été inscrites en écart de conversion actif et passif.

Les dépréciations liées aux créances douteuses ou litigieuses sont basées sur une évaluation du risque créance par créance, en fonction de la situation du débiteur et des éléments factuels tels que mise en redressement du client, relances écrites répétées, notification d'un litige.

Les créances brutes augmentent de 100 193 milliers d'euros principalement sur les comptes Groupe.

Dans le cadre du financement de son activité, la société a recours à des lignes de factoring, certaines de ces lignes sont sans recours, d'autres avec recours.

Toutes les cessions de créances, avec et sans recours donnent lieu à la constatation de la trésorerie reçue des factors et à la décomptabilisation des créances.

La valeur des créances cédées avec recours et non encaissées par les factors au 31 décembre est mentionnée dans les engagements hors bilan.

3/ Provisions pour dépréciation clients

Elles sont en diminution de 95 milliers d'euros par rapport à 2020.

Règles et méthodes comptables

E/ CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres diminuent de 1 898 milliers d'euros par rapport à fin 2020.

Les capitaux propres comprennent des provisions réglementées qui sont constituées conformément aux possibilités fiscales d'amortissements dérogatoires, c'est-à-dire de l'excédent des amortissements fiscaux sur les amortissements économiques.

La perte de l'exercice s'élève à 5 845 milliers d'euros.

Le capital social de 93 104 460 euros est constitué de 18 620 892 actions, toutes de même catégorie.

F/ PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit de tiers, sans contrepartie pour la société. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Les provisions pour risques et charges augmentent de 34 066 milliers d'euros.

- Provisions pour risques (155 144 milliers d'euros)
 - Les provisions pour litiges (4 109 milliers d'euros) consistent en une estimation des coûts probables résultant des procédures judiciaires engagées contre la Société.
 - La provision pour garantie (141 058 milliers d'euros) est constituée dans le but de couvrir la charge future se rapportant aux véhicules vendus jusqu'au 31/12/2021, sous garantie contractuelle ou faisant ponctuellement l'objet d'une extension de garantie sur les années suivantes ; l'évaluation tient compte de la neutralisation de la marge réalisée au moment de la vente des pièces détachées servant à la garantie.
 - La provision pour pénalités de retard (9 670 milliers d'euros) est constituée en fonction d'un calcul résultant de l'obligation contractuelle, et en tenant compte, par ailleurs, de l'état d'avancement des négociations. Les provisions ainsi constituées représentent la meilleure appréciation du risque existant à la clôture de l'exercice.
- Dans le cas où la marge sur la vente de véhicules reste supérieure aux montants des pénalités dues, rien n'est provisionné.
- La provision pour pertes de change (8 millier d'euros) couvre le risque de perte associé aux

Règles et méthodes comptables

écarts de conversion actifs résultant de la réévaluation des dettes et créances en devises.

- Provisions pour charges (176 947 milliers d'euros)

Sont comptabilisées en premier lieu, les provisions destinées à couvrir les engagements sociaux (42 351 milliers d'euros) :

- Avantages acquis par les retraités et retraités potentiels relatifs au maintien de la part patronale dans les coûts de la mutuelle complémentaire (1 046 milliers d'euros).
- Indemnités de départs en retraite (38 278 milliers d'euros).

Le coût des indemnités de départs à la retraite est pris en charge au fur et à mesure de l'acquisition des droits des salariés.

Le coût des engagements relatifs aux indemnités de départs à la retraite donne lieu à une provision issue d'un calcul actuariel basé sur les principaux paramètres suivants :

- Taux d'actualisation de 1,09 % sur l'activité Bus et 0,99% sur l'activité Trucks
- Inflation projetée de 1,90 % pour l'activité Bus et 1,90% sur l'activité Trucks

Les écarts actuariels et le coût des services passés sont constatés pour leur intégralité dans le compte de résultat de l'exercice.

- Médailles du travail (3 027 milliers d'euros). La médaille d'honneur du travail donne lieu au versement d'une prime liée à l'ancienneté du salarié. Le montant est fixé par la convention collective de la société. L'engagement correspondant donne lieu à une évaluation actuarielle et à la comptabilisation d'une provision.

Les autres provisions pour charges (134 596 milliers d'euros) comprennent principalement :

- Une provision pour risque d'engagements de rachat à terme (60 968 milliers d'euros) de véhicules d'occasion dans le cadre d'une location financière, d'un buy back, ou plus simplement dans le cadre d'une vente avec reprise.
- Une provision pour allègement des effectifs et décès (558 milliers d'euros).
- Une provision pour Opérations Aides à la Vente et Frais de Remise en Etat des véhicules d'occasion (19 547 milliers d'euros).
- Une provision pour risques sur les contrats de maintenance et réparations (42 062 milliers d'euros) destinée à couvrir les coûts probables de réparation sur les années restant à courir.
- Une provision Trade In et contributions Commerciales (9 004 milliers d'euros)

Règles et méthodes comptables

G/ DETTES

Les postes concernés sont reportés à leur valeur nominale à l'exception des dettes libellées en monnaies étrangères qui ont été évaluées sur la base du dernier cours de change précédant la clôture du bilan. Les conséquences résultant de cette évaluation ont été inscrites en écart de conversion actif et passif.

Les dettes (hors avances et acomptes sur commandes en cours) augmentent de 86 255 milliers d'euros s'analysant principalement en :

- Augmentation des dettes Fournisseurs de 96 678 milliers d'euros
- Diminution des dettes Groupe de 37 744 milliers d'euros
- Augmentation des autres dettes et PCA de 17 068 milliers d'euros
- Augmentation des dettes sociales et fiscales de 10 253 milliers d'euros

H/ CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires a augmenté de 329 762 milliers d'euros par rapport à l'exercice précédent.

Les ventes sont généralement comptabilisées au moment du transfert de propriété, les prestations au moment de leur exécution et les contrats d'entretien et réparation par redevance forfaitaire mensuelle.

Le chiffre d'affaires réalisé par contrats de vente, principalement pour l'activité autocars & autobus, est constaté au terme prévu par ce dernier (commande ou marché). Ce terme correspond en général soit à la livraison, soit à la réception technique réalisée par le client.

I/ ECARTS DE CHANGE ET DE CONVERSION

La conversion des créances et des dettes en devises est effectuée de la manière suivante :

- Conversion de l'ensemble des créances et dettes libellées en devises au taux en vigueur au 31 décembre ;
- Enregistrement des écarts par rapport aux valeurs d'origine dans les comptes d'écarts de conversion à l'actif et au passif du bilan ;
- constitution d'une provision pour risques de change pour les pertes latentes sur la base d'une position globale de change devise par devise,

Règles et méthodes comptables

échéance par échéance.

J/ RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel 2021 est négatif à hauteur de 4 521 milliers d'euro, le détail est présenté en annexe. Cela est principalement dû aux coûts des pénalités sur marchés.

K/ FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Ils s'élèvent à 4 602 milliers d'euros.

Un crédit d'impôt recherche a été comptabilisé sur 2021 au niveau du groupe fiscal intégré pour 832 milliers d'euros.

L/ COÛT RELATIFS A L'ENVIRONNEMENT

Les coûts de mise en conformité des installations avec les lois relatives à la protection de l'environnement qui se rapportent à l'exploitation sont soit passés en charges soit, si les critères le permettent, immobilisés.

Les dépenses qui se rapportent à une situation actuelle résultant d'opérations passées et qui ne contribuent pas à générer un revenu actuel ou futur ou bien une réduction des coûts sont passées directement en charges.

passif est comptabilisé lorsqu'une obligation de remise en état ou l'existence de coûts futurs à décaisser est probable et que le coût peut en être estimé raisonnablement sur la base d'études d'ingénieurs, de discussions avec les autorités en charge de l'environnement et que les zones et la nature des travaux à réaliser sont définis avec suffisamment de précision. Le coût final pour la société est fonction d'éléments hors de son contrôle tels que l'étendue et la nature des travaux déterminés par les autorités environnementales et de santé publiques, les nouvelles règles et lois en vigueur et les changements rapides de technologies ainsi que le résultat des différents litiges ou affaires en cours.

Au 31/12/2021, il n'y a pas de provision comptabilisée à ce titre dans les comptes de IVECO France S.A.S

Les comptes de la société IVECO France présentés ici tiennent compte de sa situation au regard de l'environnement et des obligations connues à la date de l'arrêté des comptes. Une provision est comptabilisée dans les comptes lorsqu'un risque a été identifié par les autorités environnementales, que celui-ci doit se traduire par des coûts futurs sans contrepartie et qu'il a pu faire l'objet d'un chiffrage raisonnable.

Au 31/12/2021, il n'y a pas de provision comptabilisée à ce titre dans les comptes de IVECO France S.A.S.

Règles et méthodes comptables

M/ ENGAGEMENTS

Les engagements hors bilan donnés pour 547 819 milliers d'euros concernent principalement les engagements de rachat à terme de véhicules d'occasion.

Les engagements hors bilan reçus pour 15 814 milliers d'euros sont afférents à des garanties (cautions, hypothèques) prises sur nos Concessionnaires.

Compléments d'information sur le Bilan

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 513 252		12 699 760
Terrains	9 162 599		10 261
Dont composants			
Constructions sur sol propre	49 110 827		1 559 497
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	15 521 752		2 702 486
Install. techniques, matériel et outillage ind.	131 182 039		8 691 333
Installations générales, agenc., aménag.	2 800 182		
Matériel de transport	13 135 342		671 161
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3 684 119		117 520
Emballages récupérables et divers	4 764 995		914 427
Immobilisations corporelles en cours	7 330 000		322 000
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	236 691 854		14 988 685
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	292 251 534		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	7 485 860		746 718
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	299 697 494		746 718
TOTAL GENERAL	545 902 600		28 435 163

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			22 213 011	
Terrains			9 172 860	
Constructions sur sol propre	-28 000		50 698 324	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.	-5 956 050	106 718	24 073 571	
Installations techn., matériel et outillages ind.	-1 045 156	854 226	140 064 302	
Installations générales, agencements divers		65 290	2 734 892	
Matériel de transport	-69 500	195 266	13 680 737	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		410 234	3 391 405	
Emballages récupérables et divers		-171 519	5 850 941	
Immobilisations corporelles en cours	7 330 000		322 000	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	231 294	1 460 215	249 989 031	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			292 251 534	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		100 483	8 132 095	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		100 483	300 383 629	
TOTAL GENERAL	231 294	1 560 698	572 585 671	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 120 206	275 557		8 395 763
Terrains	2 825 142	33 949		2 859 091
Constructions sur sol propre	41 055 145	1 028 301		42 083 446
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	12 571 665	152 200	41 785	12 682 080
Installations techniques, matériel et outillage industriels	115 918 523	3 309 836	636 639	118 591 720
Installations générales, agenc. et aménag. divers	1 150 036	78 425	65 290	1 163 171
Matériel de transport	12 575 647	265 919	176 898	12 664 669
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 200 023	158 330	395 585	2 962 769
Emballages récupérables, divers	3 916 682	237 959	44 412	4 110 229
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	193 212 864	5 264 919	1 360 608	197 117 175
TOTAL GENERAL	201 333 070	5 540 476	1 360 608	205 512 937

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre				23 254			-23 254
- sol autrui							
- installations				20 807			-20 807
Install. Tech.				1 164			-1 164
Install. Gén.	73			1 344			-1 271
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.	73			46 569			-46 495
Acquis. titre							
TOTAL	73			46 569			-46 495

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Immobilisations Financières

Participations	%	Début Exercice	Augmentations	Diminutions	Fin Exercice
SDVI	100,00	19 166 027			19 166 027
Dépréciation		(12 786 844)		(580 603)	(12 206 241)
IVECO EST	100,00	28 147 972			28 147 972
Dépréciation		(26 934 069)		(1 890 447)	(25 043 622)
FPT	97,14	71 346 557			71 346 557
Dépréciation					
IVECO LVI	100,00	20 560 297			20 560 297
Dépréciation		(18 820 602)	(1 089 698)		(19 910 300)
IVECO NORD	100,00	10 045 707			10 045 707
Dépréciation		(7 405 161)	(868 319)		(8 273 480)
IVECO PARTICIPATIONS SAS	100,00	19 267 702			19 267 702
Dépréciation		(12 467 131)		(12 467 131)	
IRISBUS BENELUX					
IVECO CZK REPUBLIC	98,84	121 502 402			121 502 402
SOTRA	39,80	2 174 970			2 174 970
Dépréciation		(2 174 970)			(2 174 970)
APA HEULIEZ	10,00	39 900			39 900
Dépréciation					
Brut		292 251 535			292 251 535
Dépréciation		(80 588 777)	(1 958 017)	(14 938 181)	(67 608 613)
Net		211 662 758	(1 958 017)	(14 938 181)	224 642 922
Prêts et Créances rattachées aux Participations					
Prêts /Créances stés liées					
-CNH Industrial Finance Europe					0
S/Total		0	0	0	0
Autres Prêts					
-Prêts au personnel		0	0	0	0
-Prêts Effort Construction		6 348 919	613 171		6 962 090
-Dépréciation pour actualisation		-363 937	-2 600		-366 537
S/Total		5 984 982	610 571	0	6 595 553
Autres Immobilisations Financières					
-Dépôts et Cautionnements		1 136 941	133 547	100 483	1 170 005
S/Total		1 136 941	133 547	100 483	1 170 005
Brut		299 737 394	746 718	100 483	300 383 630
Dépréciation		-80 952 714	-1 960 617	-14 938 181	-67 975 150
Net		218 784 680	-1 213 899	-14 837 698	232 408 480

Stocks

RUBRIQUES	2021	2020	Variat. 2021/2020
Matières premières			
Matières pour fabrication	13 380 130	16 363 558	(2 983 428)
Matières consommables	2 517 112	2 849 697	(332 585)
. Dépréciation	(3 509 866)	(6 119 429)	2 609 563
TOTAL I	12 387 376	13 093 826	(706 450)
Production en cours			
Bus et Autocars en cours de production	12 613 195	14 800 006	(2 186 811)
. Dépréciation			
TOTAL II	12 613 195	14 800 006	(2 186 811)
Produits Finis			
Véhicules neufs	104 228 873	87 588 958	16 639 915
. Dépréciation	(55 824 548)	(55 435 721)	(388 827)
TOTAL III	48 404 325	32 153 237	16 251 088
Marchandises			
Véhicules neufs	51 386 177	42 477 618	8 908 559
. Dépréciation	(1 134 197)	(505 138)	(629 059)
Véhicules D'occasion	44 949 212	72 867 536	(27 918 324)
. Dépréciation	(17 574 283)	(31 076 957)	13 502 674
Pièces de Rechange	41 374 708	40 484 928	889 780
. Dépréciation	(6 459 077)	(9 278 382)	2 819 305
Accessoires			
. Dépréciation			
TOTAL IV	112 542 540	114 969 605	(2 427 065)
Brut	270 449 407	277 432 301	-6 982 894
Dépréciation	-84 501 971	-102 415 627	17 913 656
Net	185 947 436	175 016 674	10 930 762

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	6 962 090	922 756	6 039 334
Autres immobilisations financières	1 170 005	225 704	944 302
Clients douteux ou litigieux	105 293		105 293
Autres créances clients	78 115 131	78 115 131	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	114 962	114 962	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	24 057 255	24 057 255	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	5 843 822	5 843 822	
Etat, autres collectivités : créances diverses	439 105	439 105	
Groupe et associés	537 650 970	537 650 970	
Débiteurs divers	8 427 496	8 427 496	
Charges constatées d'avance	432 406	432 406	
TOTAL GENERAL	663 318 534	656 229 606	7 088 929
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	746 718		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	100 483		
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	37 221	37 221		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	896 810	857 447	27 363	12 000
Fournisseurs et comptes rattachés	478 587 524	478 587 524		
Personnel et comptes rattachés	20 706 637	20 706 637		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	12 679 643	12 679 643		
Etat : impôt sur les bénéfices	213 064	213 064		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	40 019 896	40 019 896		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	4 363 801	4 363 801		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 219 574	4 219 574		
Groupe et associés	53 461 880	53 461 880		
Autres dettes	61 561 190	61 561 190		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	2 212 579	2 212 579		
TOTAL GENERAL	678 959 819	678 920 456	27 363	12 000
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés	53 042 631			

Eléments concernant les
entreprises liées

Exprimé en €

Rubriques	Entreprises liées et Participations N	Entreprises liées et Participations N-1
ACTIF		
Participations	292 251 534	292 211 634
Créances clients ,comptes rattachés et autres créances	602 689 335	503 093 007
PASSIF		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés , Autres dettes	383 137 744	352 489 818

Provisions pour risques et charges

Exprimé en €

Rubriques	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
PROVISIONS POUR RISQUES					
Provisions litiges	3 995 552	938 500	480 650	344 395	4 109 007
Provisions pour pénalités	12 285 037	9 969 566	9 049 351	3 235 686	9 969 566
Provisions garanties	139 673 897	141 057 571	117 752 109	21 921 788	141 057 571
Provisions pour perte de change	17 577	7 634	17 577		7 634
Sous-total	155 972 063	151 973 271	127 299 687	25 501 869	155 143 779
PROVISIONS POUR CHARGES					
IDR	36 558 055	2 904 272	1 184 713	0	38 277 614
Gratifications	2 962 192	3 027 428	2 962 192	0	3 027 428
Mutuelles retraités	1 235 612	1 046 255	1 235 612	0	1 046 255
Maintenance	31 848 869	48 231 750	26 171 704	11 847 153	42 061 762
Licenciements	53 736	34 500	23 689	0	64 547
Décès	446 922	46 910	0	0	493 832
Delta Trade In	1 796 932	2 203 508	1 464 710	0	2 535 730
Contribution commerces finance	4 238 400	6 468 156	4 238 400	0	6 468 156
Buy Back	65 843 057	22 292 199	19 248 433	7 918 408	60 968 415
Free	6 454 274	4 226 947	-2 118 354	8 572 628	4 226 947
Matériels & Services gratuits	8 556 186	15 319 852	8 228 113	328 073	15 319 852
Autres risques	769 366	29 533	65 268	38 765	694 866
Network Developpement	0	1 761 593	0	0	1 761 593
Sous-total	160 763 602	107 592 902	62 704 481	28 705 027	176 946 997
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS					
Provisions immob.incorporelles	347 500	1 445 103	353 886		1 438 717
Provisions titres de participation	80 588 776	1 958 017	14 938 181		67 608 612
Provisions immob. financières	363 937	2 600	0		366 537
Provision des stocks	103 801 873	84 501 970	103 801 873		84 501 970
Provisions des clients	195 555	37 419	130 750	4 681	97 543
Sous-total	185 297 641	87 945 109	119 224 689	4 681	154 013 380
PROVISIONS REGLEMENTEES					
Amortissements dérogatoires	163 639	73	46 569		117 144
Sous-total	163 639	73	46 569		117 144
TOTAL	502 196 946	347 511 355	309 275 426	54 211 576	486 221 299
<i>Dont dotations et reprises</i>					
-de provision d'exploitation		334 128 362	284 869 863	50 975 890	
-de provision financières		1 968 251	14 955 758		
-de provision d'exceptionnelles		11 414 742	9 449 806	3 235 686	

Charges et produits constatés
d'avance

Exprimé en €

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	N	N-1
Charges d'exploitation	432 406	53 079
Charges financières		
TOTAL	432 406	53 079

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	N	N-1
Produits d'exploitation	2 212 579	0
Produits financiers		
TOTAL	2 212 579	

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer	N	N-1
DETTE FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	115 125 984	137 075 284
Fournisseurs - Factures non parvenues	115 125 984	137 075 284
DETTE SUR IMMOBILISATIONS	3 709 460	1 733 584
Fournisseurs d'immobilisations - Factures non parvenues	3 709 460	1 733 584
DETTE FISCALE ET SOCIALE	29 065 151	24 886 982
Provision congés payés	11 542 375	10 858 347
Personnel Autres charges à payer	8 912 376	6 628 889
Provision Charges sur congés payés	5 448 647	5 113 145
Organismes sociaux à payer	2 765 688	1 893 609
Provision taxes sur congés payés	266 017	258 419
Impôts et taxes à payer	130 047	134 573
AUTRE DETTE	57 367 966	48 634 514
Clients - Avoirs à établir	56 379 807	45 939 442
Charges à payer Groupe = intérêts	988 159	2 695 072
Trésorerie	0	0
Intérêts à payer		
TOTAL	205 268 561	212 330 364

Produits à recevoir	N	N-1
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	6 427 310	7 674 700
Clients - Factures à établir	6 427 310	7 674 700
AUTRE CREANCES	4 675 384	12 787 328
Etat -produits à recevoir	439 105	102 873
Fournisseurs - Avoirs à recevoir	4 236 278	12 684 455
Intérêts à recevoir		
TOTAL	11 102 694	20 462 028

Composition du capital social

Exprimé en €

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale	Montant du capital social
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice		
Actions ordinaires	18 620 892	49 666		5	93 104 460
Actions amorties					
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissements					
TOTAL	18 620 892	49 666	0	5	93 104 460

Détention du capital	Nombre total de personnes	Nombre total de part	% de détention
Nombre total de personnes morales	2	18 620 892	100,00%
Capital détenu par les personnes morales			
Nom	Pays		
New Business Netherlands Holdings BV : 49,54 %	Pays Bas		
IVECO Espagne : 50,19 %	Espagne		
Heuliez Bus SAS : 0,27%	France		

Variation des capitaux propres

Exprimé en €

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		105 148 491
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		105 148 491
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		248 330
Variations des primes (émission, fusion, apport)		3 744 485
Variations des écarts de réévaluation		
Variations de la réserve légale		
Variations des autres réserves		
Variations du report à nouveau	18 242 455	
Résultat de l'exercice N-1		18 242 455
Résultat de l'exercice N	5 844 797	
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées	46 495	
	SOLDE	1 898 478
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		103 250 014
Affectation du résultat 2020 selon décision collective des associées du 26/03/2021		

Compléments d'information sur le Compte de Résultat

Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total	Total	%
			31/12/2021	31/12/2020	
Véhicules Neufs	1 447 836 825	81 507 794	1 529 344 618	1 216 128 202	0,26 %
*dont groupe	31 472 202	73 248 582	104 720 783	131 454 467	
*dont tiers	1 416 364 623	8 259 212	1 424 623 835	1 084 673 735	
Pièces de Rechange	216 616 711	50 565 100	267 181 811	255 005 038	0,05 %
*dont groupe	390 193	45 892 235	46 282 428	63 936 105	
*dont tiers	216 226 519	4 672 865	220 899 383	191 068 933	
Véhicules d'Occasion	73 374 615	3 507 145	76 881 760	84 619 947	-0,09 %
*dont groupe		3 507 145	3 507 145	2 869 564	
*dont tiers	73 374 615		73 374 615	81 750 383	
Prestations de Services	78 850 512	29 587 146	108 437 658	96 330 725	0,13 %
*dont groupe	11 582 950	25 311 238	36 894 188	40 107 799	
*dont tiers	67 267 561	4 275 908	71 543 470	56 222 925	
TOTAL	1 816 678 663	165 167 184	1 981 845 847	1 652 083 912	0,20 %

Résultat exceptionnel

Exprimé en €

	CHARGES	PRODUITS
OPERATIONS DE GESTION		
Pénalités / Marchés	5 465 913	3 233
Sous total I	5465913	3233
DOTATIONS et REPRISES PROVISIONS		
Amortissements dérogatoires	73	46 569
Pénalités	9 969 566	12 285 037
Immobilisations corporelles	1 445 103	353 886
Buy Back		
Sous total II	11 414 742	12 685 492
OPERATIONS EN CAPITAL		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles	330 901	1 550
Sous total III	330 901	1 550
TOTAL GENERAL	17 211 556	12 690 275
RESULTAT EXCEPTIONNEL	4 521 281	0

Répartition de l'impôt sur les
bénéfices

Exprimé en €

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	(4 497 178)		(4 497 178)
Résultat exceptionnel	(4 521 281)		(4 521 281)
Participation des salariés			
IS Groupe Fiscal		1 073 727	(1 073 727)
IS des "Filles " intégration fiscale		(3 468 905)	3 468 905
Crédits d'impôts		(778 484)	778 484
RESULTAT COMPTABLE	(9 018 459)	(3 173 662)	(5 844 797)

Autres Informations

Situation fiscale

Exprimé en €

Rubriques	Montant de base
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementées (amortissements dérogatoires)	
Ecart de conversion (perte latente)	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Provisions pour dépréciations	58 640 384
Provisions pour risques et charges	159 266 141
Dettes sociales (charges comprises)	5 918 120
Dettes fiscales	3 068 246
Autres charges à payer	
Ecart de conversion (gains latents)	21 532
TOTAL ALLEGEMENTS	226 914 423
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	(226 914 423)
IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	
ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS	70 343 471

Le taux d'IS retenu pour le calcul de l'économie d'impôt est de 31 %

Exprimé en €

Engagements donnés	Montant hors bilan
Avals et cautions	22 168 703
Couverture de change :	
Autres	
Engagements de rachat de véhicules	525 325 190
Prêt effort construction 2019 exigible en fin 2020	325 451
TOTAL	547 819 344

Engagements reçus	Montant hors bilan
Avals et cautions	15 814 253
Hypothèques	
Couverture de change :	
Autres	
TOTAL	15 814 253

Effectif moyen

Effectifs	Salariés	Personnel mis à disposition
Cadres	482	5
Agent de maîtrise et employés	365	2
Ouvriers	1 016	79
TOTAL	1 863	86

(dont 37 salariés provenant du transfert Heuliez Bus vers Iveco)

liste filiales et participations

Exprimé en €

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid.encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
IVECO LVI	2 000 000	100,00%	20 560 297		60 103 488
	649 996		649 997	(1 120 503)	
SDVI	7 022 400	100,00%	19 166 027		129 985 226
	6 892 868		6 959 786	128 450	
IVECO EST	2 005 600	100,00%	28 147 972		63 961 327
	3 104 352		3 104 350	(677 069)	
IVECO NORD	2 045 701	100,00%	10 045 707		67 375 739
	1 772 227		1 772 227	(868 319)	
IVECO CZK Republic	41 716 635	98,84%	121 502 402		920 309 288
	666 638 639		121 502 402	90 944 847	
FPT	73 444 960	97,14%	71 346 557		538 972 817
	224 376 815		71 346 557	9 068 690	
IVECO Participations SAS	468 656	100,00%	19 267 702		
	21 184 776		19 267 702	15 280 569	
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
SOTRA		39,80%	2 174 969		

IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

Les comptes de la Société et de ses filiales sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de la Société suivante :
New Business Netherlands Holdings BV au Pays - Bas.

INTEGRATION FISCALE

Compte tenu de la nouvelle convention d'intégration fiscale, la société a comptabilisé au 31/12/2021 :

- un produit d'intégration fiscale sur les résultats 2021 des filiales bénéficiaires pour 4 339 milliers d'Euros
- une charge d'intégration fiscale sur les résultats 2021 des filiales déficitaires pour 870 milliers d'Euros.

Le résultat d'ensemble en 2021 étant Négatif, il n'y a pas d'impôt courant comptabilisé au 31/12/2021 .

SITUATION FISCALE DIFFEREE

Le résultat fiscal de l'exercice 2021 d'IVECO France est déficitaire.

REMUNERATION DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION

Les dirigeants d'IVECO France S.A.S n'ont perçu aucune rémunération en contrepartie de l'exercice de leurs mandats sociaux en 2021.

HONORAIRES DE CERTIFICATION DES COMPTES ANNUELS

Les honoraires de certification des comptes annuels 2021 provisionnés en charge au 31/12/2021 s'élèvent à 186 500 €.

TRANSACTIONS REALISEES AVEC LES PARTIES LIEES

Il n'y a pas de transaction conclue à des conditions hors de marché.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

La crise sanitaire liée au COVID-19 pourrait en 2022 engendrer un décalage dans les délais de livraisons pour les carnets de commandes de 2021 à cause de la pénurie des composants. Ces retards de livraison des véhicules neufs pourraient engendrer des pénalités de retard.

L'impact de ces évènements est difficilement estimable contenu de l'incertitude de la situation sanitaire.

La scission du Groupe CNH INDUSTRIAL le 1er Janvier 2022 va donner lieu à deux entités distinctes, l'une active sur le marché des véhicules « sur route » (« On-Highway ») et l'autre sur le marché des véhicules et machines « Hors Route » (« Off-Highway) et à la création de deux leaders mondiaux dans leurs secteurs respectifs.